

*Le budget—M. A. Dionne*

parfois d'avoir plus de dettes que je ne le voudrais. Il faut rembourser la dette, monsieur le Président, et la dette gouvernementale grossit au point que le gouvernement sera bientôt incapable de payer ses traites. Ce sera alors la faillite, mais les ministériels ne semblent pas s'en rendre compte.

**M. Blais:** Monsieur le Président, je sais bien que le député s'efforce de se sortir de la position intenable dans laquelle il s'est enfermé lui-même, mais il ne s'en tire pas très bien. Je voudrais lui demander s'il connaît un seul courtier en valeurs mobilières ou un seul conseiller en placements au Canada qui déconseillerait à ses clients d'investir dans les obligations d'épargne du Canada, s'il connaît un placement plus sûr que ces obligations.

Je voudrais aussi lui demander s'il sait quel est actuellement le taux de l'épargne au Canada. Il est supérieur à 13.8 p. 100, et c'est un chiffre record. Le député expliquerait-il ce qui empêche aujourd'hui les particuliers d'investir, non pas dans des obligations, mais dans d'autres formes de placement, ce qui les empêche d'investir leur argent sous forme de capital-actions, surtout compte tenu des dispositions budgétaires que le ministre a annoncées et qui visent justement à encourager ces investissements?

**M. Clarke:** Monsieur le Président, je ne connais aucun courtier digne de ce nom qui conseillerait à n'importe quel investisseur normal d'acheter des obligations d'épargne du Canada. Je vais pourtant faire plaisir au ministre. J'ai bel et bien conseillé à ma mère d'acheter des obligations d'épargne du Canada. Mais elle a 85 ans. Elle n'envisage pas un avenir très lointain, et elle a besoin de liquidités. Elle a besoin de sécurité, et non pas de faire fructifier son argent à long terme. Les seules personnes qui ont raison d'acheter des obligations d'épargne du Canada sont celles qui ont besoin d'un placement sûr à court terme, d'un abri financier à court terme et portant intérêt.

Quant au taux de l'épargne, le ministre dit qu'il est de 13.8 p. 100. Je savais qu'il était très élevé, et j'ai expliqué pourquoi. Ceux qui travaillent craignent de se retrouver en chômage. Ils craignent de se faire frapper par le gouvernement. Voilà pourquoi le taux de l'épargne est tellement élevé. Le gouvernement devrait avoir honte d'un pareil taux d'épargne dans ce genre de valeurs. Il faut encourager les Canadiens à investir dans leur pays et à faire fructifier leurs économies.

**M. Blais:** Monsieur le Président, je vais poser une dernière question au député. A-t-il lu le budget?

**M. Maurice A. Dionne (Northumberland-Miramichi):** Monsieur le Président, je suis ravi de faire part à la Chambre de quelques-unes de mes réactions au budget qu'a présenté mon collègue le ministre des Finances (M. Lalonde).

J'ai écouté le dernier intervenant avec la plus grande attention. J'espère que le député va garder ses conseils financiers pour sa mère!

Je voudrais parler surtout des mesures de création d'emplois que le ministre a annoncées. Je sais que les députés s'inquiètent des taux de chômage terriblement élevés dans le pays, mais peu de régions sont frappées plus durement que celle de Miramichi, au Nouveau-Brunswick, que j'ai l'honneur de représenter.

• (1600)

Les causes du chômage aigu dans notre région sont multiples et je suis ravi que le ministre s'attaque à quelques-unes d'entre elles. L'économie de Miramichi a été soutenue par deux grandes sources d'emploi au fil des ans. La première, et de loin la plus importante, est l'industrie des pâtes et papiers et l'industrie forestière en général. Elle figure parmi celles qui ont été le plus durement éprouvées par la récession profonde qui s'est abattue sur les pays industrialisés de l'Ouest. La combinaison de plusieurs facteurs, comme l'effondrement des prix de la pâte et du papier, le fléchissement de la consommation qu'a compliqués la dévaluation pratiquée par l'un de nos principaux concurrents, a conduit cette industrie au bord de la catastrophe. L'industrie elle-même a pris des mesures pour réduire ses coûts et redevenir compétitive, ce qui ne peut qu'être salutaire. Les marchés commencent à s'améliorer. Comme la plupart des facteurs qui sont responsables des mises à pied dans cette industrie sont nés à l'étranger, les solutions devront aussi, pour la plupart, venir de l'étranger.

Il y a par contre des mesures que le gouvernement peut prendre pour hâter la reprise et la faire durer. Le ministre a inclus, dans son budget, deux initiatives qui vont favoriser la relance et la création d'emplois dans la région de Miramichi. En raison des taux d'intérêts élevés et de la chute des ventes, le bilan de beaucoup de sociétés du secteur des pâtes et papier ont eu un coup dur. Toutes les liquidités supplémentaires provenant d'un raffermissement des prix et d'une augmentation des ventes serviraient à rembourser des dettes anormalement importantes. Un certain nombre de stimulants fiscaux annoncés par le ministre permettront plus rapidement d'équilibrer les bilans et de rappeler les milliers de travailleurs qui ont été mis à pied depuis deux ans. Par ailleurs, en annonçant des dépenses supplémentaires pour les projets de relance, le ministre peut aider les entreprises de la Miramichi à devenir plus concurrentielles.

Avec le concours du ministre des Travaux publics (M. LeBlanc) et du ministre des Transports (M. Pepin), je me suis battu pour la construction de nouvelles installations portuaires dans la région de Newcastle-Chatham. Je suis certain que ces travaux commenceront cette année grâce aux nouveaux crédits qui seront affectés aux projets spéciaux. Ces installations réduiront considérablement les frais des producteurs de pâtes et papier de la région de la Miramichi et ces travaux permettront de créer de nouveaux emplois et de maintenir les emplois actuels. Monsieur le Président, lorsque le gouvernement débloquera des crédits pour ces installations portuaires, il aura investi de 25 à 30 millions de dollars dans l'amélioration du réseau de navigation de la Miramichi.

Je crois que l'action conjuguée des changements fiscaux annoncés par le ministre et de l'affectation de crédits à des projets d'investissements dans la construction pourrait être bientôt à l'origine non seulement du réembauchage des travailleurs qui avaient été licenciés mais aussi d'investissements importants dans le secteur des pâtes et papiers dans la Miramichi, qui contribueraient à diversifier et à améliorer le produit de notre région et à réduire notre dépendance des hauts et des bas de ce secteur. Je crois que le budget contient également des mesures d'encouragement qui aideront les sociétés minières à provoquer un revirement de la situation dans laquelle elles se trouvent depuis quelques années. J'espère bien que la société Noranda et que le propriétaire des mines de Heath Steel qui a